

Règlement de consultation

Accord-cadre relatif aux prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que la fourniture des consommables sanitaires et l'évacuation des déchets de l'Ifremer

N° 241000273

Date limite de remise des offres : 31/01/2025 à 12h00

IFREMER

1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané

Table des matières

1. PRESENTATION DE L'IFREMER.....	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION	5
3. CADRE DE LA CONSULTATION	5
3.1. Procédure.....	5
3.2. Allotissements	5
3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
3.4. Variantes	5
3.5. Négociation	Erreur ! Signet non défini.
3.6. Délai de validité des offres.....	5
3.7. Groupement d'opérateurs	5
3.8. Sous-traitance.....	6
3.9. Marchés complémentaires	Erreur ! Signet non défini.
4. CONDITION RELATIVES AU CONTRAT	6
4.1. Type de marché	6
4.2. Classification CPV	6
4.3. CCAG applicable.....	7
4.4. Forme du marché.....	7
4.5. Délai d'exécution	7
4.6. Modalité financière	7
4.7. Modification du marché.....	7
5. DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
5.1. Contenu du dossier de consultation	8
5.2. Modification de détails au dossier de consultation.....	8
5.3. Vérification des documents de la consultation	8
6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.1. Visite obligatoire.....	9
6.2. Document à produire au titre de la candidature	9
6.3. Document à produire au stade de l'offre.....	11
7. MODALITE DE REMISE DES PLIS	12
8. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	13
9. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES.....	14

9.1. Calcul de note prix (à partir des montants en € HT).....	14
9.2. Calcul de la note technique.....	14
9.3. Calcul de la note « RSE »	15
9.4. Calcul de la note finale	15
10. CONFIDENTIALITE	15
11. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU	15
12. QUESTION EN COURS DE PROCEDURE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16
13. CALENDRIER PREVISIONNEL.....	16

1. PRESENTATION DE L'IFREMER

Établissement public à caractère industriel et commercial, l'Ifremer est placé sous la tutelle conjointe du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire et du secrétariat d'Etat chargé de la mer et de la biodiversité.

Ses missions sont :

- Connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable ;
- Améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- Favoriser le développement économique du monde maritime.

Pour atteindre ces objectifs, l'Ifremer concentre son action dans les domaines suivants :

- La recherche ;
- L'expertise d'intérêt public (surveillance de l'environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) ;
- La mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) ;
- Le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités
-

Ses domaines d'activités sont :

- Surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières ;
- Surveillance et optimisation des productions aquacoles ;
- Ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation ;
- Exploration et exploitation des fonds océaniques ;
- Circulation et écosystèmes marins, évolution et prévision ;
- Grands équipements pour l'océanographie ;

Principales coopérations internationales :

L'Ifremer travaille en réseau avec la communauté scientifique française et internationale, et en partenariat avec des organismes de nombreux pays. La coopération de l'Ifremer est centrée sur des grands programmes internationaux, sur l'Outre-mer, sur l'International (États-Unis, Canada, Russie, Japon, Chine, Brésil, ...), et sur une politique méditerranéenne associant l'Europe à la rive Sud de la Méditerranée. Les coopérations internationales de l'Ifremer permettent un meilleur partage de la connaissance, du savoir-faire et des échanges de compétences scientifiques.

Ses actions internationales s'appuient sur :

- Une volonté de l'Union Européenne d'internationaliser la recherche européenne ;
- Une démarche internationale de l'Agence Nationale pour la Recherche ;
- Une dimension méditerranéenne croissante.

L'IFREMER en quelques chiffres :

- 1500 personnes, 2000 en incluant les filiales et laboratoires associés ;
- Budget annuel d'environ 213 M€ (hors opérations internes) ;
- 30 sites géographiques en métropole et DOM-TOM ;

2. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet des prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que la fourniture des consommables sanitaires et l'évacuation des déchets de l'Ifremer.

Les prestations à réaliser sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans les documents qui lui sont éventuellement annexés.

3. CADRE DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure

La procédure retenue est la procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L. 2142-2 et R. 2124-1 du Code de la commande publique.

3.2. Allotissements

Le marché est alloti comme suit :

- LOT 01 : Site de BOULOGNE-SUR-MER
- LOT 02 : Site de PORT-EN-BESSIN
- LOT 03 : Site de PLOUZANE-ARGENTON-CONCARNEAU-LORIENT
- LOT 04 : Site de SETE
- LOT 05 : Site de PALAVAS LES FLOTS
- LOT 06 : Site de LA SEYNE SUR MER
- LOT 07 : Site de NANTES
- LOT 08 : Site de BOUIN
- LOT 09 : Site de LA TREMBLADE
- LOT 10 : Site d'ARCACHON

3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne prévoit pas de PSE.

3.4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.5. Délai de validité des offres

La validité des offres est de 180 jours à compter de la date de remise des offres.

3.6. Groupement d'opérateurs

Le marché sera attribué :

- soit à une entreprise individuelle,
- soit à des entreprises groupées.

Les opérateurs économiques se constituent en groupement selon la forme qu'ils souhaitent, à savoir en groupement solidaire ou en groupement conjoint.

Pour les entreprises présentant leur offre sous forme de groupement :

- un des prestataires sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire du groupement ;
- En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.
- en cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser ;
- les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.
- Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché (copie des habilitations à nous fournir).

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements : oui
- En qualité de membres de plusieurs groupements : oui

3.7. Sous-traitance

Le candidat devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt d'offre par le biais du formulaire DC4 (Déclaration de sous-traitance, disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

Chaque sous-traitant renseigne un formulaire DC4. Le candidat devra également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros T.T.C.

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant en qualité de sous-traitant : oui

4. CONDITION RELATIVES AU CONTRAT

4.1. Type de marché

Le marché objet de la présente consultation est un marché de service.

4.2. Classification CPV

La classification conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) pour l'ensemble des lots est : 90910000 – service de nettoyage

4.3. CCAG applicable

Le présent marché fera référence au CCAG/FCS du 30 mars 2021 qui approuve les clauses générales administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

4.4. Forme du marché et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-3 du Code de la commande publique.

Les prix des prestations sont listés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

Conformément à l'article R. 2164-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre comporte les montants minimum et maximum suivants :

Montant minimum : 0€ HT

Montant maximum : ((4 forfaits annuel) + (4 x prestations ponctuelles)) augmenté de 20%

4.5. Durée de validité du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 24 mois ferme. Le marché est reconductible tacitement. Le nombre de reconduction est limité à 2 avec une durée de 12 mois par période de reconduction, sans que la durée totale du marché (reconduction comprise) ne puisse 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut par décision expresse décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché, la décision de non reconduction du contrat.

4.6. Modalité financière

Le présent marché est à prix unitaires.

L'offre sera établie aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix sont révisables dans les conditions de l'article 8.4 du CCAP.

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions de l'article 9.1 du CCAP.

Le présent marché le règlement des prestations dans les conditions prévues à l'article 9.2 du CCAP.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de paiement indiqué à l'article 9.3 du CCAP.

4.7. Modification du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public dans les conditions déterminées au CCAP.

4.8. Marchés complémentaires

Des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement avec le titulaire initial du marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

5. DOSSIER DE CONSULTATION

5.1. Contenu du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur met gratuitement à disposition un dossier de consultation comprenant :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes éventuelles ;
- Les cahiers des clauses techniques particulière (CCTP) spécifique à chaque lot ;
- Un acte d'engagement (AE) à compléter par le candidat ;
- La déclaration sur l'honneur, à signer par le candidat ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- L'attestation de visite ;
- Le cadre de mémoire technique à compléter par le candidat ;

Ce dossier est disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.2. Modification de détails au dossier de consultation

L'Ifremer se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 5 jours calendaire avant la date limite de remise des offres finales**, des modifications de détail au dossier de consultation. La personne publique informera tous les candidats dans les conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de la nouvelle date.

5.3. Vérification des documents de la consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier de la consultation, néanmoins le candidat aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un professionnel. Dans ce cas, il devra obligatoirement annexer à son acte d'engagement un état faisant apparaître ces erreurs, omissions ou contradictions, et présentera, s'il y a lieu, une proposition complémentaire incluant le coût des prestations supplémentaires.

Dans le cas où des erreurs auraient été signalées au maître d'ouvrage dans le délai susvisé, ce dernier portera à la connaissance de tous les candidats la suite donnée à l'observation.

En l'absence de prise en compte de ces remarques en cours de consultation par la modification du dossier de consultation, le candidat doit présenter un document dénommée réserve technique faisant apparaître ces erreurs, omissions ou contradictions. Le titulaire présente également une proposition complémentaire incluant le coût des prestations supplémentaires.

6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en **langue française**.

Les offres seront exprimées en **EURO**.

6.1. Visite obligatoire

Pour déposer une offre, les candidats sont tenus de participer à une visite du site. L'annexe 1 au règlement de consultation indiquer les dates de visite par site.

Des créneaux supplémentaires pourront être ajoutés. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur informera les candidats des nouvelles dates de visites.

A l'issue de la visite, l'attestation de visite de site sera signée par le représentant de l'Ifremer. Cette attestation de visite est une condition de régularité des offres.

6.2. Document à produire au titre de la candidature

Le candidat (et co-traitant/sous-traitant) fournit les seules pièces suivantes :

Situation propre aux opérateurs économiques :

1- Lettre de candidature indiquant si l'entreprise candidate au marché se présente seule ou en groupement d'entreprise formulaire.

Les candidats sont invités à utiliser l'imprimé **DC1** disponible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2- Justificatif de la qualité du signataire ou délégation de pouvoir identifiant le signataire par la personne habilitée à engager la société.

En cas de groupement, le mandataire fournit un **justificatif d'habilitation à engager le groupement**.

Ces documents ne sont pas obligatoires au stade de la candidature. A défaut de transmission, ces documents devront être obligatoirement transmis lors de l'attribution du marché.

3- La déclaration sur l'honneur ci-joint à signer (voir annexe 1 au présent règlement de la consultation) ;

4- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacité technique et professionnelle :

1- Références : une liste des travaux exécutés au cours des trois (3) dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le candidat indique pour chaque référence le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux ;

A compléter dans le document Annexe 2 – Mémoire technique ou dans un DC2.

Capacité financière :

1- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise réalisé au cours des trois derniers exercices ;

A compléter dans le document Annexe 2 – Mémoire technique ou dans un DC2.

Les candidatures doivent obligatoirement être présentées en langue française.

Pour présenter leur candidature, les opérateurs économiques sont invités à utiliser l'imprimer DC2 disponible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Document unique de marché européen

En application des dispositions de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents DC1 et DC2 mentionnés ci-dessus.

Le service permettant de remplir le DUME est disponible à l'une des adresses suivantes :

- Service mis à disposition par l'Etat via : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>
- Service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>.

Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Informations disponibles en ligne

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Conditions d'appréciation d'une candidature groupée

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles). L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et

financières des membres du groupement est globale : il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements relatifs à la candidature demandée dans l'avis de publicité et le présent règlement de consultation. Il en est de même en cas de sous-traitance.

Régularisation des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, l'Ifremer se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous

6.3. Document à produire au stade de l'offre

L'acte d'engagement n'est plus demandé signé dès le dépôt de l'offre. Seul le soumissionnaire informé que son offre sera retenue procèdera à sa signature. **Le fait de remettre une offre emporte acceptation par le candidat de tous les documents constitutifs du marché.**

L'OFFRE doit obligatoirement contenir les documents ci-dessous.

L'OFFRE contiendra un projet de marché à savoir :	
1-	L'acte d'engagement complété ;
2-	Le Bordereau des prix unitaires complété ;
3-	Le mémoire technique à compléter obligatoirement (Annexe n°2 au règlement de consultation) ;
4-	Attestation de visite signée par le représentant Ifremer.
5-	Pour les sous-traitants identifiés : <ul style="list-style-type: none">- Le formulaire DC4 complété (annexe 2 au RC ou disponible à partir du lien), https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat- Chiffre d'affaires global sur les trois (3) derniers exercices disponibles,- Une liste de références similaires des prestations réalisées au cours des trois (3) dernières années, indiquant notamment le montant, la date ainsi que l'identité de la personne publique ou privée pour le compte de laquelle les prestations ont été réalisées
En cas d'incertitude sur la sous-traitance, veuillez indiquer dans l'offre que le sous-traitant est pressenti.	

Le candidat doit obligatoirement compléter le mémoire technique joint au dossier de consultation sous peine d'irrégularité.

Les offres doivent obligatoirement être présentées en langue française. L'unité monétaire des offres est l'euro.

Régularisation des offres

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut cependant avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

7. MODALITE DE REMISE DES PLIS

Les offres papier sont interdites.

Le candidat doit transmettre **SON OFFRE PAR VOIE DEMATERIALISEE SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »**

Le candidat doit se rendre sur le site Internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette plate-forme de dématérialisation permet de :

- télécharger le dossier de consultation des entreprises, objet de la mise en concurrence, en acceptant les conditions d'accès et d'utilisation de la plate-forme (prérequis techniques, ...)
- poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation avant la remise des offres,
- répondre par voie électronique à la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique (sur la boîte mail de l'utilisateur inscrit) donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme ne sont pas traités comme des courriels indésirables ou des spams.

Présentation des dossiers et format des fichiers.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; Macros ; ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Par exemple, en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Copie de sauvegarde autorisée

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui envoie son offre par voie électronique peut également transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVS-ROM, clé USB...) ou sur support papier (support physique électronique non admis).

Cette copie de sauvegarde doit parvenir à l'IFREMER à date limite de remise des offres indiquées dans la publicité et en page de garde du présent règlement de la consultation.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » AINSI que les mentions indiquées dans l'encadré ci-dessous.

La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

Par courrier recommandé avec A.R. à :
IFREMER
DAJF/Cellule Marchés
1625 route Sainte-Anne
CS10070
29280 PLOUZANE

La copie de sauvegarde, parvenue dans les délais de remise des offres, sera ouverte si la candidature ou l'offre transmise par voie électronique :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

8. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures sera effectuée sur la base des critères suivants :

- Capacité financière : les candidats doivent avoir réalisé au cours des trois derniers exercices un chiffre d'affaires annuel adaptés au montant des travaux du marché.
- Capacités professionnelles et technique : références et effectifs adaptés aux exigences techniques du projet.

La sélection des candidatures est réalisée sur la base des pièces énumérées à l'article 6.2 du présent document.

Tout soumissionnaire n'ayant pas transmis les renseignements demandés ou dont les capacités paraissent insuffisantes sera éliminé.

9. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES

Pour la notation des lots, l'Ifremer retiendra l'offre en fonction des critères pondérés définis ci-après :

- Le critère prix – montant DQE: 45% de la note finale (NF),
- Le critère prix – montant forfait crise : 5% de la note finale (NF)
- Le critère valeur technique : 40% de la note finale (NF) sur la base du dossier technique transmis par le candidat ;
- Le critère RSE : 10% de la note finale

9.1. Calcul de la note prix – montant DQE

La note prix est calculée à partir du montant du DQE multiplié par quatre (4) indiqué dans l'annexe financière. La note prix (NP) est calculée sur 20.

La note maximale de 20 est attribuée au candidat qui présente le montant total le moins élevé. Les notes des autres candidats sont attribuées selon la formule indiquée ci-dessous :

$$NP = 20 \times (\text{montant total HT le moins disant} / \text{montant total de l'offre analysée})$$

9.2. Calcul de la note prix – montant forfait crise

La note prix est calculée à partir du montant du « forfait crise » multiplié par quatre (4) indiqué dans l'annexe financière. La note prix (NP) est calculée sur 20.

La note maximale de 20 est attribuée au candidat qui présente le montant total le moins élevé. Les notes des autres candidats sont attribuées selon la formule indiquée ci-dessous :

$$NP = 20 \times (\text{montant total HT le moins disant} / \text{montant total de l'offre analysée})$$

9.3. Calcul de la note technique

La note technique (Nt) est notée sur 50. Cette note sera ramenée sur 20. Elle est calculée sur la base du mémoire technique dans lequel le candidat doit répondre à des sous critères. Pour chaque sous critère technique il est attribué un nombre de points.

9.4. Calcul de la note « RSE »

La note RSE est notée sur 20 points. Elle est calculée sur la base du mémoire technique dans lequel le candidat doit répondre à des sous critères. Pour chaque sous critère technique il est attribué un nombre de points.

9.5. Calcul de la note finale

Pour les lots 1, 2 et 3, la note globale (Ng) sera déterminée, de la manière suivante :

$$Ng = 0,45NprDQE + 0,05NprCRISE + 0,40Nt + 0,10Npe$$

Dans lesquelles :

- NprDQE = note attribuée au prix de l'offre sur la base du DQE ;
- NprCRISE = note attribuée au prix du « forfait crise » ;
- Nt = note attribuée à la valeur technique de l'offre
- Npe = note attribuée à la note RSE de l'offre

Le marché sera attribué au candidat qui obtiendra la meilleure note finale, sous réserve d'avoir transmis les pièces mentionnées à l'article 11 et d'être à jour de ses cotisations fiscales et sociales.

En cas d'égalité de notes (NF), l'offre comportant la meilleure note valeur technique sera retenue.

10. CONFIDENTIALITE

Le candidat s'engage à ne pas utiliser les informations fournies par l'Ifremer dans un autre but que son offre. Le candidat s'engage à ne pas divulguer les informations et les documents fournis et à ne pas communiquer avec une autre personne que l'IFREMER, sans son autorisation préalable.

11. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

Afin de pouvoir notifier le marché, il sera demandé au seul candidat retenu de transmettre les certificats et attestations mentionnées ci-dessous :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

12. QUESTION EN COURS DE PROCEDURE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les réponses par téléphone ne concerneront que des questions élémentaires. S'agissant de questions plus poussées d'ordre technique ou administratif, les candidats doivent obligatoirement poser leurs questions sur la plate-forme de dématérialisation PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidats transmettent impérativement leurs demandes **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier de consultation, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

En cas de difficultés d'accès à la plateforme, le candidat peut contacter la Cellule Marchés de l'Ifremer à l'adresse suivante : cellule.marche@ifremer.fr / 02 98 22 46 96

13. CALENDRIER PREVISIONNEL

A titre indicatif et sans engagement contractuel, le planning de passation envisagé est le suivant :

- Date de publication sur la plate-forme PLACE : 05/12/2024
- Réception des offres : 31/01/2025
- Attribution : mai 2025
- Notification du marché : mai 2025

Annexe 1 : Date de visite obligatoire pour chaque site

Annexe 2 : Mémoire technique

Annexe 3 : Attestation de visite

Annexe 4 : Déclaration sur l'honneur

Annexe 5 : modèle de DC4